

Mesdames, Messieurs les élu-e-s,

Les agents des Finances Publiques du département saisissent l'opportunité de votre présence en ces lieux pour vous sensibiliser sur la situation préoccupante de leur administration dans le département.

Derrière la belle vitrine que vous vante notre directeur, le tableau est bien sombre. Depuis 12 ans, la DDFip de Vaucluse a perdu près de 150 agents ce qui correspond à une grosse PME. Le budget de fonctionnement a été amputé de 30 % sur ces 4 dernières années.

Vous êtes présents aujourd'hui pour inaugurer les nouveaux locaux de la paierie départementale et de la trésorerie municipale. Si on peut se réjouir du retour dans la cité de nos collègues après plusieurs années de gabegie financière, ce retour n'a été possible qu'avec la diminution des effectifs de ces services. Un tiers des emplois en moins pour la paierie et la municipale entre 2009 et 2015. Ces services fonctionnent en sous effectif notoire.

La Direction s'accommode de cette situation contrainte. Depuis quinze ans les Finances Publiques sont en réorganisation permanente. La recherche d'économie conduit à un resserrement du réseau et des structures par des réductions d'effectifs. Les petites trésoreries ne peuvent plus faire face aux charges, subissent des conditions de travail impossibles, amenant la Direction à prononcer leur fermeture.

Depuis dix ans, le département a perdu plus d'un tiers de son réseau de proximité. On redoute que ce processus s'intensifie dans les années, voire les mois qui viennent. La trésorerie de Pernes a fermé au premier janvier 2015, Celle de Cadenet subira le même sort en 2016. On peut avoir de sérieuses inquiétudes sur le devenir des trésoreries de Gordes, Monteux, Mormoiron, Bolène et autres. En outre, les réformes territoriales laissent planer les plus grands doutes sur l'avenir des services et des missions.

Les services des impôts des particuliers, des entreprises, de publicité foncières vont subir une vague de concentrations au chef-lieu du département éloignant davantage l'utilisateur.

Pour justifier ce resserrement du réseau, la Direction Générale mise sur le tout dématérialisé. C'est loin d'être une solution miracle. Cette option conduit à une inégalité des citoyens devant le service public. De plus, les gains de productivité se font attendre. La dématérialisation conduit même souvent à une surcharge de travail pour les services alors qu'elle est le prétexte à des suppressions d'emploi supplémentaires.

Pour vous qui êtes en charge de collectivités importantes, c'est plus d'investissement, moins de souplesse et moins de soutien. La DGFIP se désengage. Un exemple : une circulaire DGFIP de 2013 met en garde les élus qui seraient tentés par la remunicipalisation de la gestion de l'eau.

Madame le Maire, si rien n'est fait, votre projet risque d'être contrarié par la situation des emplois à la DDFiP.

Il faut également que vous connaissiez la dégradation des conditions de travail dans nos services : elles sont désastreuses. Dépression, surmenage, sont en forte augmentation d'autant qu'aucune reconnaissance des efforts n'est effective. Il faut saluer la conscience professionnelle des agents qui permet de maintenir le navire à flot.

La DGFIP est en péril. Pourtant cette administration a un rôle primordial pour les Finances de l'Etat, pour lutter contre la fraude et assurer le sérieux budgétaire.

Madame, Messieurs, nous faisons appel à votre responsabilité d'élu-e-s pour influencer sur la politique de notre administration, tant au niveau national que local afin d'arrêter la destruction de la DGFIP.

Les représentants des personnels CGT et solidaires sont à votre disposition pour une rencontre qui permettrait de développer les sujets évoqués dans ce document.

solidairesfinancespubliques.ddfip84@dgfip.finances.gouv.fr

cgt.ddfip84@dgfip.finances.gouv.fr

